CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE A POSTERIORI

Décision QPC en bref

CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE A POSTERIORI

Serge Slama

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/6066>

DOI : 10.4000/revdh.6066

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Serge Slama, « Décision QPC en bref », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 05 avril 2011, consulté le 16 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/6066> ; DOI : 10.4000/revdh.6066

Ce document a été généré automatiquement le 16 mai 2019.

Tous droits réservés

CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE A POSTERIORI

Décision QPC en bref

CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITE A POSTERIORI

Serge Slama

1°) Admission d'interventions volontaires de collectivités et principe de libre administration (art. 72 C)

- 1 Le Conseil constitutionnel valide la constitutionnalité de l'article 27 de la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007. Avec cette disposition, le législateur a modifié les conditions d'exercice des missions des services de protection maternelle et infantile et d'aide sociale à l'enfance exercées par les départements depuis les lois du 22 juillet 1983 et du 6 janvier 1986. **Il n'a pas créé une nouvelle prestation sociale et n'a donc pas procédé ni à un transfert aux départements d'une compétence** qui relevait de l'État ni à une création ou extension de compétences. Par suite, le quatrième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution n'a pas été méconnu. A cette occasion, il admet **des demandes d'intervention volontaires** formulées par le département de la Haute-Garonne et celui de Paris, collectivités qui avaient présenté au Conseil d'État une QPC identique.
- 2 **Cons. Constit. décision n° 2010-109 QPC 25 mars 2011 Département des Côtes d'Armor [Conformité/ Financement de la protection de l'enfance par les départements]**
- 3 Jurisprudence liée : - sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, telle que définie par l'article 72-2 de la Constitution comme droits et libertés que la Constitution garantit : Cons. décision nos 2010-29/37 QPC du 22 septembre 2010, *Commune de Besançon et autre (Instruction CNI et passeports)*, cons. 8 ; 2010-56 QPC du 18 octobre 2010, *Département du Val-de-Marne (Mesure d'accompagnement social personnalisé - MASP)*, cons. 4 et 6. - sur l'admission d'interventions volontaires en QPC : Cons. constit. n° 2010-71 QPC du 26 novembre 2010, *Melle. Danielle S.* – ADL du 2 décembre 2010

2°) Brevet de constitutionnalité et appréciation du changement de circonstance dans l'examen au fond

- 4 Saisi d'une QPC portant sur l'article 1728 du CGI dans sa rédaction issue de la loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 en tant qu'il « prévoit une majoration de 80 % en cas de découverte d'une activité occulte », le Conseil constitutionnel opte pour **une lecture littérale de la condition fixée au troisième alinéa de l'article 23-2 et reprise à l'article 23-4** de l'ordonnance de 1958 (transmission de la QPC si la disposition « n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel (...)»). Dès lors, **au titre de la recevabilité**, il estime que la disposition contestée n'avait pas été déjà jugée conforme. En revanche, **au fond**, il tient compte de l'examen déjà opéré dans les motifs d'une précédente décision pour juger que la disposition « ne porte atteinte à aucun principe, ni à aucune règle de valeur constitutionnelle » (Cons. Constit. décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999). Et si le Conseil a précisé, dans une autre décision (n° 2005-520 DC du 22 juillet 2005) que le principe d'individualisation des peines découle de l'article 8 de la DDHC ; **cette précision « ne constitue pas un changement des circonstances de nature à imposer le réexamen du grief tiré de la méconnaissance de cet article 8 »** (cons. 4).
- 5 On notera que dans une récente décision le Conseil d'Etat n'a pas interprété littéralement l'article 23-2. En effet, il a refusé de transmettre une QPC portant sur les dispositions de l'article L. 531-2 du CESEDA alors même que ces dispositions n'avaient **pas reçu de brevet de constitutionnalité dans le dispositif d'une décision** (n° 93-325 DC du 13 août 1993 : v. sur l'article 25). Il a aussi écarté le changement de circonstances lié à l'introduction postérieure dans la Constitution de l'article 53-1 ou celui lié à la situation de l'asile en Grèce (CE, 21 mars 2011, *M. Amoni, Gisti et Cimade*, N° 346164, aux tables) et ce malgré la condamnation de la Belgique et de la Grèce (CEDH, G.C. 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, Req. n° 30696/09, §393 – ADL 21 janvier 2011 (2)) et les appels de Jean-Paul Costa à instaurer, en matière d'asile, des recours suspensifs susceptibles d'endiguer le flot de mesures provisoires (Déclaration du 11 février 2010 – ADL du 12 février 2011).
- 6 **Cons. Constit. Décision n° 2010-104 QPC 17 mars 2011, Epoux B.** [Conformité/ Majoration fiscale de 80 % pour activité occulte]
- 7 **Jurisprudence liée : Pour une utilisation du même type de la notion de changement de circonstance comme condition d'examen au fond (pour justifier un revirement de jurisprudence):** Cons. constit. n° 2010-14/22 QPC, *M. Daniel W. et autres* - ADL du 7 août 2010 ; **Pour l'utilisation comme condition de transmission d'une QPC:** Cour EDH, 5e Sect. 3 décembre 2009, *Daoudi c. France*, n° 19576/08 – ADL du 3 décembre 2009.

3°) Frais irrépétibles devant la Cour de cassation au bénéfice de la personne poursuivie

- 8 Saisi d'une QPC portant sur l'interprétation par la Cour de cassation de l'article 618-1 du code de procédure pénale, qui réservait à la seule partie civile, à l'exclusion de la personne poursuivie, la possibilité d'obtenir, devant la Cour de cassation, le remboursement des frais exposés à l'occasion d'un pourvoi (« frais irrépétibles »). Le Conseil constitutionnel censure ces dispositions car elles « portent atteinte à l'équilibre entre

les parties au procès pénal dans l'accès de la voie du recours en cassation » (cons 7). Le Conseil précise que si « aucune exigence constitutionnelle n'impose qu'une partie au procès puisse obtenir du perdant le remboursement des frais qu'elle a exposés en vue de l'instance » ; en revanche « **la faculté d'un tel remboursement affecte l'exercice du droit d'agir en justice** » (cons. 4). Tout en reprenant le considérant de principe de ses décisions du 25 mars 2010, le Conseil estime que l'abrogation immédiate aurait aussi pour effet « de supprimer les droits reconnus à la partie civile par cet article » et que dès lors il reporte au 1er janvier 2012 « la date de l'abrogation de cet article » pour préserver le pouvoir d'appréciation du législateur (au détriment des droits de la requérante). Pourtant, par la voix de Me Spinosi, **la requérante avait demandé non pas la censure de l'article 618-1 mais son interprétation « en tant qu'il ne prévoit pas ».**

- 9 **Cons. Constit. décision n° 2011-112 QPC du 01 avril 2011, Mme Marielle D. [Frais irrépétibles devant la Cour de cassation]**
- 10 Jurisprudence liée : Sur l'application de la « doctrine du droit vivant » : Cons. constit. Déc. n°2010-52 QPC du 14 octobre 2010, *Compagnie agricole de la Crau* [Imposition due par une société agricole] ; Cons. Constit. Déc. n° 2010-39 QPC du 6 octobre 2010, *Mmes Isabelle D. et Isabelle B* – ADL du 10 octobre 2010. ; Sur la modulation des effets dans le temps : Cons. constit. n° 2010-14/22 QPC, *M. Daniel W. et autres* – ADL du 7 août 2010 ; Cons. Constit. Décision n° 2010-108 QPC du 25 mars 2011, *Mme Marie-Christine D.* [Pension de réversion des enfants], cons. 5 et 6 ; Cons. Constit. décision n°2010-110 QPC du 25 mars 2011, *M. Jean-Pierre B.* [Composition de la commission départementale d'aide sociale], cons. 8. – ADL du même jour ; Sur l'interprétation « en tant que ne pas » : CE, 29 juin 2001, *Vassilikiotis*, n° 213229

AUTEUR

SERGE SLAMA

Serge Slama est actuellement professeur de droit public à l'Université de Grenoble.